

Burundi : "L'examen démocratique" s'est transformé en élection fantoche

@rib News, 28/06/2010 Burundi Silence on vote Libération, 26/06/2010 Reportage - Par VINCENT MUNIEN En campagne avec Alexis Sinduhije, apprenti candidat à la présidentielle du 28 juin. De la difficulté d'instaurer la démocratie dans un petit pays africain cerné par les conflits ethniques. Ce lundi 24 mai, la nuit est tombée à 17 h 30, comme chaque jour de l'année au Burundi. Elle est tombée aussi sur l'élection des 129 conseils communaux, prélude au scrutin présidentiel du 28 juin. D'un coup, dans les bureaux de vote, il n'y a plus eu d'électricité. Panne quasi générale. Dans les communes, les piles de bulletins à la lueur vacillante des bougies et des torches rassemblées au dernier moment. Le premier épisode du marathon de quatre mois d'élections, qui désigneront successivement le président, les députés, les chefs de collines, a débuté dans l'obscurité.

Dès le premier round électoral, la démocratie burundaise a trébuché. « On peut parler de clarté ! Cela reflète bien la maturité de la démocratie dans notre pays ! proteste aujourd'hui Alexis Sinduhije, candidat pour la première fois à l'élection présidentielle. On ne peut pas souscrire à ce processus. Au minimum, il y a un doute autour du scrutin du 24 mai. Dans notre pays, le doute c'est la porte ouverte au pire. Et le pire, nous, nous savons ce que c'est. » Alexis Sinduhije pratique l'euphémisme. Pour l'opposition tout entière, c'est une certitude : le pouvoir a truqué l'élection communale, véritable premier tour de la présidentielle. Une fois de plus, le pays s'enfonce dans la crise. En 2008, ce journaliste radio, lauréat du prix international de la liberté de la presse 2006, décide de se lancer dans la course présidentielle. Il le sait, le parcours sera difficile. Et de fait, cela débute très fort. Pour s'exprimer sans que son parti, le Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), ait encore reçu l'agrément gouvernemental, Alexis Sinduhije prend quatre mois de prison ferme. Sa libération en mars 2009, sur intervention de Rama Yade, ne suffit pas à simplifier la suite. Interdiction de réunions, arrestations de militants, l'exercice du combat démocratique s'avère plein d'embûches. Malgré le retour officiel à la paix, le Burundi peine à sortir de l'abîme. Économie disloquée par douze ans de guerre (1), ressources limitées, ce petit État de 8 millions d'habitants semble étouffé par la taille ou l'ambition de ses voisins (République démocratique du Congo, Rwanda et Tanzanie). Usage croissant de la police En 2005, l'issue d'un processus de paix, l'élection du chef de l'une des deux rébellions, Pierre Nkurunziza, avait levé un formidable espoir. Cinq ans plus tard, le constat est cruel, si le canon est tu, le niveau de vie des Burundais ne cesse de plonger. Chômage, malnutrition, maladie, les indicateurs de développement stagnent. Dans ce contexte, le gouvernement est surtout manifesté par un usage croissant de sa police et de ses services de renseignement, régulièrement dénoncés par les ONG internationales. Pour Alexis Sinduhije, c'est une évidence : « Nos pays africains souffrent que leurs élites recherchent seulement le pouvoir et, une fois obtenu, ne conservent qu'un objectif : le confisquer. » Au Burundi, depuis l'indépendance, les mêmes partis s'affrontent autour des mêmes thèmes. Le champ de bataille est démocratique, la lutte fut longtemps meurtrière, instrumentalisée autour de l'ethnisme. À l'ombre du Rwanda, le Burundi a connu ses tragédies, ses massacres ethniques : « Je suis tutsi, né dans un quartier hutu très pauvre, explique Alexis Sinduhije. Pour moi, les différences n'existent pas. Mais je suis le premier à dire qu'il faut faire le clair avec notre histoire, par exemple avec le massacre de l'élite hutu en 1972, et celui des Tutsis sur les collines l'automne 1993. Ne pas affronter les responsabilités, cela n'est pas sain pour une démocratie. » Le 5 mai, le pays s'est jeté à corps perdu dans la campagne des élections communales. Jusque dans les collines les plus reculées, la nation sembla prise d'une fièvre magnifique pour la démocratie. Partout, on ne parlait plus que du vote. Dans son 4x4, Alexis prend la route vers l'intérieur, pour une longue tournée de meetings. En quinze jours, il parcourt le territoire, jusqu'aux collines reculées. Le même scénario s'y répète : au milieu de quelques maisons de terre, sous les bananiers, le comité du MSD et une foule de sympathisants l'attendent au son du reggae tragico-festif de Tiken Jah Fakoly : « Le pays va mal. » Debout sur une tribune ou une chaise, Alexis annonce son programme, vision social-démocrate adaptée à la culture burundaise. L'ambiance est conviviale, mais pour Alexis Sinduhije, se pose un problème : « Le MSD est un parti intellectuel et urbain, à cause de notre programme, parfois assez technique. Dans la capitale, on joue à domicile. Le problème, c'est que 80% de la population est rurale, il faut adapter notre message dans les campagnes. » Beaucoup de paysans sont analphabètes, et leur culture politique est balbutiante. « Cela laisse un espace de choix pour les discours populistes et ethniques, que moi, je ne veux pas tenir », explique le candidat. Mais comment imaginer gagner une élection en expliquant la place future du Burundi dans l'East African Community, des manèges essentiellement préoccupés par le maintien de leurs cultures vivrières ? Cette année, les concurrents sont nombreux : 42 listes, dont une dizaine de partis historiques : Uprona, Frodebu (2) et leurs ailes dissidentes, issues des complications intestines de la politique locale. La nouveauté est la présence du Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu FNL). Il y a deux ans encore, le FNL et son leader Agathon Rwasa étaient au Burundi l'ennemi public n°1. Dans la clandestinité depuis 1993, le mouvement faisait peur, rançonnant et tuant avec un ciblage ethnique revendiqué, comme le massacre, en 2005, de 170 civils dans un camp de réfugiés congolais. Reintégré en 2008 dans le jeu démocratique d'un coup de baguette magique et par un accord de paix, le FNL bénéficia d'une amnistie et en profita pour reshapiller son programme de ses connotations ethniques. Certains observateurs pronostiquent sa victoire. Mais aucune élection et sondage ne donnent la moindre indice sur le résultat du vote. La rumeur fait la loi, et les estimations les plus farfelues circulent. Alexis Sinduhije tempère : « Personne n'a la moindre idée du résultat. Une chose est certaine, le Burundi joue gros. En Afrique, la première répétition d'une élection reste la vraie confirmation démocratique, c'est l'hypothèse d'écroulement. » Douche froide Deux jours avant le vote, il y eut l'attribution ubiquesque des cartes électorales, des rumeurs de distribution d'armes, quelques arrestations de militants, puis l'expulsion de Neela Goshal, représentante de Human Rights Watch et auteure d'un rapport très critique sur l'action de la police. A priori sans lien avec l'élection, cet événement confirme que le gouvernement avait les coudées franches, tranquillement par son inexistence médiatique hors de ses frontières. Pour preuve, un seul journaliste (de Libération, ndr) a couvert les élections au Burundi. La veille du scrutin, à 22 heures, la commission électorale annonça un report de trois jours : les bulletins de certains partis n'avaient

pas Ã©tÃ© livrÃ©s. Le pays resta en suspens. Puis le 24 mai, tout le monde se dÃ©plaÃ§a enfin, en dÃ©terminables files d'attente devant les bureaux. Selon la formule officielle, aucun incident ne fut Ã signaler. Si ce n'est le constat unanime d'une organisation bancaire, et la prolongation du vote jusqu'au tard dans la nuit sur certaines collines. Le lendemain, ce fut la douche froide : le pays ne changerait pas de visage. MalgrÃ© sa nette victoire dans six communes de la capitale, le MSD Ã©tait balayÃ©, comme le FNL et les autres, par les 65% officiels du CNDD-FDD (3) au pouvoir. Sans tarder, l'opposition s'unie pour contester le rÃ©sultat et exiger un nouveau scrutin. Elle dÃ©nonce toutes sortes d'irrÃ©gularitÃ©s, d'placement d'urnes, disparition de procÃ©s-verbaux et de registres de vote, subornation des scrutateurs, intimidations directes, jusqu'au dÃ©pouillement, faÃ§on Ã Rembrandt Ã la lueur des bougies, la nouvelle alliance jugeait l'annulation Ã©vidente du gouvernement a dÃ©daignÃ© la requÃªte des opposants, les accusant platement de Ã ne pas accepter le verdict des urnes Ã . Entre-temps, la mission d'observation Ã©lectorale de l'Union europÃ©enne (quinze membres d'observateurs 6961 bureaux) s'est empressÃ©e de valider l'Ã©lection, offrant une caution considÃ©rable au pouvoir en place. Stagnation programmÃ©e ou pas, le doute est lÃ et a tracÃ© son chemin vers une impasse. Le 3 juin, les six candidats de l'opposition se sont retirÃ©s de la course, laissant le prÃ©sident courir seul pour sa rÃ©Ã©lection. En moins d'un mois, formidable engouement dÃ©mocratique du pays a cÃ©dÃ© la place Ã une situation d'Ã©chec. Ã L'Ã©examen dÃ©mocratique s'est transformÃ© en Ã©lection fantÃ´me, renvoyant le Burundi Ã ses anciens dÃ©mons. La ligne de fracture n'est plus mais la violence et la terreur sont de retour. Depuis une dizaine de jours, des tirs de grenades et des fusillades anonymes se font entendre dans les lieux publics. Des dizaines de blessÃ©s ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© recensÃ©s. Le 28 juin, candidat unique, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza sera rÃ©Ã©lu, et les protestations de ses opposants seront Ã©touffÃ©es par les vuvuzelas, Ã l'occasion des huitiÃ©mes de finale du Mondial, sur le mÃªme continent. L'Ã©vÃ©nement restera discret, mais que le pays Ã©puisÃ© ne risque pas de retomber dans une explosion de violence. L'ex-candidat Alexis est amer : Ã Ce menace le plus le Burundi, c'est l'installation Ã long terme d'une "basse intensitÃ©". Violence de basse intensitÃ©, de basse intensitÃ©! Cela signifie une stagnation programmÃ©e de notre pays, qui restera le parent pauvre du futur marchÃ© des Grands Lacs. Ã A Bujumbura, l'opposition espÃ©re que la communautÃ© internationale imposera au gouvernement une mÃ©diation. Mais l'UE s'en tient au satisfecit qu'elle a accordÃ© Ã l'Ã©lection. Alexis Sinduhije a beau remuer l'exception du PS franÃ§ais, personne ne manifeste le moindre intÃ©rÃªt pour cette nouvelle crise. Cette annÃ©e de toutes Ã©lections en Afrique, est aussi celle des Ã dÃ©mocraties de basse intensitÃ© Ã . (1) DÃ©clenchÃ©e en 1993 par l'assassinat du prÃ©sident Melchior Ndadaye. (2) Uprona : union pour le progrÃ©s national, tutsie. Frodebu : front dÃ©mocratique du Burundi, hutu. (3) CNDD-FDD, Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie.